

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-130

DU 23 MARS 2022

AIDES RÉGIONALES AUX ÉLÈVES PRÉ ET POST-BAC - AJUSTEMENT DES DOTATIONS 2021-2022 - POLITIQUE DE TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE - COMPLÉMENT D'AVANCES.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 modifiée, relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements scolaires du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU la délibération n° CR 44-08 du 27 juin 2008 modifiée, relative aux aides sociales aux élèves en formations post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 128-08 du 20 novembre 2008 relative à la tarification des lycées franciliens pour l'année 2009 : extension de l'assiette du FCRSH aux recettes issues des commensaux et des passagers de la demi-pension ;

VU la délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 : « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France-vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU la délibération n° CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Île-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

VU la délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU la délibération n° CP 2019-110 du 19 mars 2019 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics – mars 2019 ;

VU la délibération n° CP 2021-161 du 1er avril 2021 relative aux aides régionales aux élèves pré et post bac - dotations 2021-2022 et ajustements 2020-2021 et 2019-2020 - aide de 100 € aux boursiers ajustements ;

VU la délibération n° CP 2021-081 du 21 janvier 2021 relative à la « Politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens – 1^{er} rapport pour 2021. Marché de livraison de repas d'urgence pour les lycéens franciliens. Actions pour la généralisation des produits locaux et biologiques dans les restaurants scolaires dans les restaurants scolaires des lycées. Avenant n°1 à la convention de groupement des lycées anciennement gérés par la ville de Paris et la région Île-de-France.

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-301 du 21 juillet 2021 relative à la politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens – 3^{ème} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-372 du 22 septembre 2021 adoptant la convention cadre région - établissements publics locaux d'enseignement concernant la restauration scolaire et les aides sociales aux lycéens ;

VU la délibération n° CP 2021-447 du 19 novembre 2021 relative aux aides régionales aux élèves pré et post bac ;

VU la délibération n° CP 2022-058 du 28 janvier 2022 relative à politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens – 1^{er} rapport 2022 - Tarification – Marché d'urgence – Actions de généralisation des produits locaux et biologiques – Conventions d'hébergement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-130 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2021-2022 qui s'élèvent à 3 124 €, conformément à la répartition figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 3 124 € disponible sur le chapitre 932« Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « Aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2022.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2021-2022 qui s'élève à 5 845 €, conformément à la répartition figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 5 845 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle » action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2022.

Article 3 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2021-2022 qui s'élèvent à 8 224 €, conformément à la répartition figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 8 224 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800901 « Aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2022.

Article 4 :

Approuve la dotation afférente à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2021-2022 qui s'élève à 2 256 €, conformément à l'annexe 4 à la présente délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 2 256 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2022.

Article 5 :

Approuve les nouvelles modalités d'attribution des dotations de compensation régionale telles que modifiées en annexe 7.

Article 6 :

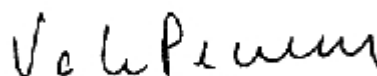
Approuve les dotations afférentes au versement du complément de deuxième avance de compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2021-2022 qui s'élèvent à 459 862 €, conformément à la répartition figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 459 862 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle », action (12800401) « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2022.

Article 7 :

Adopte au titre de l'année scolaire 2022-2023, le barème relatif à l'aide régionale à la demi-pension, indexé sur l'inflation enregistrée en décembre 2021 de +2,98%, tel qu'il figure en annexe 6 de la présente délibération, ainsi que le forfait de 94€ pour le calcul de la dotation initiale

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142688-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 ARE pré bac 2021 2022 public privé

Annexe 1
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2021-2022

Lycée public

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3695	0782603F	LP	JACQUES-PREVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	2 622 €
					1	Établissement public	2 622 €

Lycée privé

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3010	0771238C	LPO PR	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	36 RUE SAINT BARTHELEMY	77007	MELUN CEDEX	502 €
					1	Établissement privé	502 €
					2	Établissements publics et privés	3 124 €

Annexe 2 ARDP pré bac privé 2021 2022

Annexe 2
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2021-2022

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3143	0754030Y	LPO PR	ALBERT-DE-MUN	2 RUE D'OLIVET	75007	PARIS	3 913 €
R19991	0772275E	LPO PR METIER	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY SAINT GEORGES	260 €
R3036	0910824B	LGT PR	SACRÉ-CŒUR	PASSAGE DE GRAVILLE	91620	LA VILLE DU BOIS	118 €
R3061	0920875B	LGT PR	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	348 €
R3042	0920904H	LGT PR	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L'ABBAYE BP 112	92164	ANTONY	1 206 €

Total établissements privés

5	Établissements	5 845 €
----------	-----------------------	----------------

Annexe 3 ARDP post bac privé 2021-2022

Annexe 3
Aide régionale à la demi-pension post bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2021-2022

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3143	0754030Y	LPO PR	ALBERT-DE-MUN	2 RUE D'OLIVET	75007	PARIS	7 007 €
R3042	0920904H	LGT PR	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L ABBAYE	92160	ANTONY	1 217 €
					2	Établissements	8 224 €

Annexe 4 Frais de concours privé 2021-2022

ANNEXE 4
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2021-2022

LYCEE PRIVE

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3133	0754025T	LPO PR	SAINT-NICOLAS	92 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS	2 256 €
					1	Établissement privé	2 256 €

**Annexe 5 complément 2ème avance compensation
restauration scolaire public 2021-2022**

Annexe 5

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - COMPLEMENTS DE 2 EME AVANCE AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2021/2022

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations de complément de 2ème avance 2021-2022
0750428H	P0031321	LPO	JACQUES MONOD	12 RUE VICTOR COUSIN	75005	PARIS 05EME	52 000,00 €
0750553U	P0030722	LP	GASTON-BACHELARD	2, RUE TAGORE	75013	PARIS 13EME	26 840,00 €
0750660K	R3417	LG	FÉNELON	2 RUE DE L'EPERON	75006	PARIS 06EME	123 756,00 €
0770926N	R3262	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU	139 393,00 €
0922801V	P0038493	LGT	LYCEE SIMONE VEIL	6 PLACE JULES GUESDE	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	56 275,00 €
0921230M	R3585	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDO	92300	LEVALLOIS-PERRET	61 598,00 €
					6	établissements	459 862,00 €

Annexe 6 à la délibération barème ARDP 2022-2023

ANNEXE 6

BAREME RELATIF A L'AIDE REGIONALE A LA DEMI-PENSION

Le barème de l'aide régionale à la demi-pension est indexé sur l'indice IPC (indice des prix à la consommation. Identifiant INSEE : 001763862 de décembre). Entre décembre 2020 et décembre 2021, le taux évolue de + 2,98%.

Au titre de l'année scolaire 2022-2023, le barème de l'aide régionale à la demi-pension des lycéens et des élèves post-bac des établissements privés sous contrat avec le ministère de l'Éducation nationale est revalorisé pour tenir compte de l'inflation.

Tranches	Quotient familial annuel régional *	Montant annuel de l'aide régionale
A	< 3 125 €	231 €
B	< 4 650 €	186 €
C	< 7 050 €	138 €
D	< 9 390 €	117 €
E	< 10 140 €	94 €
F	≥ 10.140 €	0 €

*Quotient familial annuel régional calculé à partir de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-1 = revenu fiscal de référence / nombre de parts fiscales du foyer.

Annexe 7 modalités d'attribution de la compensation régionale

Annexe 7 : Modalités d'attribution des dotations de compensation régionale

I- Versement des dotations au titre d'une année scolaire N

- une première avance égale au montant de la compensation régionale calculée au titre du 1er trimestre de l'année scolaire N-1. Cette avance permet de couvrir les besoins du premier trimestre de l'année scolaire N représentant 40% du montant de la compensation régionale estimée pour une année scolaire.
Cette première avance est notifiée et versée préalablement à la rentrée scolaire.
- une deuxième avance égale au montant de la première avance. Cette avance porte à 80% le montant des avances versées au titre de la compensation estimée pour une année scolaire. Le cas échéant, cette deuxième avance tient compte des reliquats de la compensation régionale constatés à l'issue du bilan N-1.
Cette deuxième avance est notifiée et versée à l'issue de la première commission permanente de l'année civile.
- une avance exceptionnelle peut être attribuée au regard des motifs suivants : une évolution sensible du nombre d'inscrits à la demi-pension constaté à la rentrée (montée pédagogique, ouverture de classe...), une situation ou un événement affectant les modalités de fonctionnement de la restauration scolaire impactant les coûts des repas fournis par un établissement public ou un prestataire, une intégration de l'établissement à la Région ou une ouverture d'un nouvel établissement scolaire.
- Le solde est notifié et versé à l'issue de la commission permanente de rentrée sous réserve de la transmission par l'EPLÉ via le système d'information Ogil des données portant sur le nombre de repas pris par les élèves au cours de l'année scolaire. Ces données sont validées par le gestionnaire-comptable et le chef d'établissement.

II- Restitution d'une avance au titre d'une année scolaire N

En l'absence de validation des données par le gestionnaire-comptable et le chef d'établissement dans le système d'information Ogil, l'utilisation des avances versées ne pouvant être justifiée, un titre de recette est émis à l'encontre de l'EPLÉ pour la restitution de tout ou partie du montant des avances versées considérées comme non utilisées.